

**La disparition du vote
ouvrier ? Le vote de classe et
les partis de gauche en Suisse**

Daniel Oesch et Line Rennwald

Département de science politique
Université de Genève
Janvier 2009

Résumé

Ce chapitre examine les liens entre les classes sociales et les partis de gauche entre 1995 et 2007. A cette fin, trois questions sont soulevées : (i) quelles classes sont surreprésentées et sous-représentées dans l'électorat des partis de gauche? (ii) Est-ce que les bouleversements dans la force électorale des partis depuis 1995 sont allés de pair avec des changements de la préférence partisane au niveau des classes ? (iii) Quel est l'effet d'autres déterminants sociodémographiques sur le choix de vote ? Les résultats de l'analyse montrent que ce n'est pas auprès des ouvriers que les partis de gauche ont le plus de succès, mais auprès des nouvelles classes moyennes salariées. Deux catégories surtout, les spécialistes socio-culturels et techniques, adhèrent fortement aux partis socialiste et vert, alors que les petits indépendants sont fortement sous-représentés dans l'électorat de gauche. De même, les classes populaires ont tourné le dos aux socialistes. À la fin des années 1990, l'UDC s'est substituée au PS comme premier parti parmi les ouvriers en Suisse. Au niveau géographique, la gauche est beaucoup mieux implantée dans l'électorat des grandes villes que dans les régions périurbaines et rurales. Enfin, les partis socialiste et Vert sont très populaires parmi les jeunes gens en formation et les employés du secteur public, mais ont beaucoup de peine à gagner le vote des femmes au foyer (pour le parti socialiste) et des retraités (pour le parti Vert).

Introduction¹

Le but de ce chapitre est de présenter une radiographie des caractéristiques socio-démographiques de l'électorat de gauche. L'élément central de cette radiographie est la position de classe et la question de son effet sur la préférence partisane. Dans la littérature sur les études électorales, le débat sur le rôle de la classe sociale dans l'explication du vote occupe l'avant-scène depuis plus d'une décennie. Malgré le grand nombre de contributions dédiées au sujet, les positions restent très éloignées les unes des autres. De manière schématique, trois thèses divergentes sur le vote de classe – les liens électoraux plus ou moins systématiques entre une classe donnée et un parti donné – peuvent être distinguées.

La première thèse met en avant un phénomène de *désalignement* entre les classes sociales et le choix de parti. A la fin des années 1980, une série d'études arrivaient à la conclusion que les liens traditionnels entre classes et partis s'étaient dissous au profit de nouvelles liaisons plus volatiles, basées sur les positions des électeurs sur certains enjeux ou leur sympathie pour certains candidats (Dalton et al. 1984; Crew and Denver 1985; Rose and McAllister 1986; Franklin et al. 1992, Nieuwbeerta and De Graaf 1999). Plusieurs éléments étaient cités pour expliquer ce désalignement : l'abondance matérielle croissante et la multiplication des styles de vie auraient réduit les conflits économiques de classe et rendu les enjeux culturels plus saillants pour la préférence partisane (Inglehart 1990). En parallèle, l'expansion de la formation aurait permis aux électeurs mieux formés et informés d'exprimer leur choix de vote de manière indépendante de leur classe sociale et donc aussi de leur affiliation partisane traditionnelle (Dalton 1996).

Une deuxième école réfute la thèse du désalignement. Ces auteurs, issus de la sociologie politique, argumentent que si l'on mesure la position de classe avec la précision nécessaire – au lieu d'utiliser une simple distinction binaire entre la classe ouvrière et la classe moyenne –, l'évolution du lien entre la classe et le choix partisan suit une *fluctuation sans tendance claire* (Goldthorpe 1999, 2001, Manza and Brooks 1999, Weakliem and Heath 1999, Evans 2000). Le vote de classe ferait donc preuve d'une étonnante stabilité dans le temps.

Enfin, la troisième thèse du *réalignement* est défendue par des auteurs qui essaient d'éclairer la formation des préférences politiques au niveau individuel (Kitschelt 1994, Müller 1997, Kriesi 1998, Kitschelt and Rehm 2004). Selon ces chercheurs, les attitudes politiques des électeurs ne peuvent être expliquées de manière satisfaisante sans faire référence à leur position sur le marché du travail. En même temps, ces auteurs insistent sur la nécessité de

¹ Ce chapitre a bénéficié de commentaires très utiles de la part de Hanspeter Kriesi, Sarah Nicolet et Pascal Sciarini. Nous leurs en sommes reconnaissants.

revoir la conception du vote de classe: s'ils sont d'accord avec les promoteurs de la thèse du désalignement que les liens entre les ouvriers et la gauche se sont relâchés, le vote de classe ne peut se résumer à cette seule configuration. Au contraire, ils soulignent qu'il y a vote de classe s'il y a des relations systématiques entre une classe donnée et un parti donné – peu importe la classe et le parti. Ces auteurs insistent donc également sur d'autres clivages de classe dans l'électorat des démocraties occidentales. Une première division se situerait dans les nouvelles classes moyennes et séparerait les professionnels socio-culturels des managers et administrateurs : alors que les premiers – par la proximité avec leurs patients, étudiants et requérants – seraient favorables à une politique égalitaire défendue par la gauche libertaire, les derniers préféreraient en tant que représentants de l'autorité entrepreneuriale peu d'interventions étatiques dans le marché et soutiendraient donc la droite libérale (Kriesi 1989, Müller 1997, Kriesi 1998). Une deuxième division concerne les perdants et gagnants des processus de modernisation économique et culturelle : les changements intervenus depuis les années 1970 – tertiarisation économique et ouverture internationale – pénaliseraient ainsi les perspectives d'avenir des travailleurs peu qualifiés, tout en améliorant les possibilités professionnelles pour les membres bien formés des nouvelles classes moyennes. Une expression du vote de classe *réaligné* seraient ainsi les nouveaux liens entre les perdants – les ouvriers – et les partis de droite populiste d'une part et entre les gagnants – les nouvelles classes moyennes salariées – et les partis de gauche libertaire d'autre part (Kriesi et al., 2006, Oesch 2008a, b).

La première ambition de ce chapitre est donc de contribuer au débat sur la saillance de la classe dans l'explication de la préférence partisane : quel diagnostic du vote de classe s'applique aux élections nationales en Suisse – le désalignement, la stabilité ou le réaligement ? La deuxième ambition est d'ordre pratique et guide l'analyse présentée dans ce chapitre : nous cherchons à donner aux observateurs de la vie politique une vue d'ensemble des liens entre les classes sociales et les partis de gauche en Suisse. Trois questions sont adressées: (i) quelles classes sont surreprésentées dans l'électorat des partis de gauche et quelles classes y sont sous-représentées ? (ii) Les bouleversements dans la force électorale des partis depuis 1995, sont-ils allés de pair avec des changements de la préférence partisane au niveau des différentes classes ? (iii) Quel effet ont d'autres déterminants socio-démographiques tels que le statut économique (en emploi, au chômage, au foyer, à la retraite), le secteur d'emploi (public ou privé), le niveau de formation ou la taille de la commune de résidence sur le vote de gauche ?

Nous répondons à ces questions en nous focalisant sur l'électorat des partis socialiste (PS) et écologique (PES). Pour rendre possible la comparaison, nous ajoutons – où cela est utile – les résultats pour l'Union démocratique du centre (UDC) qui présente à plusieurs égards le contraste le plus fort avec les deux partis de gauche. En disséquant les propriétés sociales et économiques de l'électorat de gauche, nous tirons d'une part pleinement profit des énormes possibilités offertes à l'analyse électorale par les données du sondage SELECTS (voir Lutz 2008). D'autre part, nous essayons de rendre les résultats le plus accessible possible en renonçant à un langage technique et en utilisant des méthodes statistiques de base, qui sont en majorité purement descriptives. Notre analyse du vote de classe aura par conséquent davantage de largeur que de profondeur. Pour une analyse approfondie de quelques aspects spécifiques de la structure sociale de l'électorat suisse, le lecteur peut choisir entre plusieurs contributions récentes (Kriesi 1998, Selb et Lachat 2004, Mazzoleni et al. 2005, McGann et Kitschelt 2005, Rennwald 2006, Lachat 2007, Oesch 2008a, b).

La structure de ce chapitre est la suivante : nous commençons par une discussion du concept de classe et de son opérationnalisation avec les données de SELECTS. Puis, nous débutons l'analyse empirique en examinant la structure de classe de l'électorat socialiste, Vert et de l'UDC en 2007. Dans la partie suivante, nous élargissons l'analyse et comparons l'évolution du vote de classe à travers les quatre élections nationales qui ont eu lieu entre 1995 et 2007. Ensuite, nous adoptons une perspective compositionnelle et regardons combien de voix apportent les différentes classes aux partis de gauche. Après ces analyses portant sur la seule variable de classe, nous intégrons le statut économique, le secteur d'emploi, le niveau de formation et la taille de la commune de résidence dans notre étude. Avant d'examiner tous ces différents facteurs ensemble dans un contexte multivarié, nous analysons leur lien avec le choix de vote – et la classe – de manière séparée. Enfin, nous concluons avec une discussion des principaux résultats de notre analyse.

La position de classe – le concept et son opérationnalisation

Ce chapitre s'intéresse au rôle joué par la classe sociale dans l'explication du vote de gauche. Par conséquent, il faut déterminer avec précision la position de classe des électeurs. Nous définissons comme classe une catégorie d'individus qui, en évoluant dans un cadre professionnel semblable, partagent une position sur le marché du travail et une situation économique similaire. Pour mesurer cette position de classe, nous utilisons un schéma de classe développé pour refléter la stratification sociale des pays européens d'aujourd'hui, caractérisée par un large secteur des services, une classe moyenne salariée en expansion et

une main d'œuvre industrielle en déclin (Oesch 2006a,b). La particularité du schéma est de combiner deux dimensions, une dimension verticale et une dimension horizontale. La *dimension verticale* distingue des positions de classe plus ou moins avantageuses sur la base du revenu, de la couverture sociale et des perspectives de mobilité d'une profession donnée. La *dimension horizontale* distingue les professions en fonction de la logique de travail qui y prédomine : selon le contexte et le contenu d'un emploi, les individus évoluent dans une logique de service interpersonnel (p. ex. santé, formation, social), dans une logique technique (p. ex. informatique, industrie, artisanat), dans une logique organisationnelle (p. ex. gestion, finance, secrétariat) ou dans une logique de travail indépendant (p. ex. professions libérales, commerçants). De la combinaison de ces deux dimensions résulte le schéma à huit classes présenté dans le tableau 1.

Tableau 1: un schéma à huit classes – avec des exemples de professions typiques pour chaque classe

<i>Logique de service interpersonnel</i>	<i>Logique de travail technique</i>	<i>Logique de travail organisationnel</i>	<i>Logique de travail indépendant</i>
Spécialistes socio-culturels (15%) Médecins Enseignantes Travailleurs sociaux	Spécialistes techniques (10%) Ingénieurs Informaticiennes Techniciens en électricité	Managers et administrateurs (22%) Managers Conseillers bancaires Comptables	Professions libérales et grands employeurs (5%) Avocates Dentistes Chef d'entreprise
Travailleuses des services (10%) Aides soignantes Serveuses Vendeuses	Travailleurs de production (14%) Mécaniciens Charpentier Monteurs	Employées de bureau (11%) Secrétaires Réceptionnistes Téléphonistes	Petits indépendants (13%) Petits commerçants Artisans indépendants Paysans

Source : Oesch (2006a,b)

Note : les pourcentages entre parenthèses indiquent la proportion de l'électorat suisse dans chacune des huit classes ; elles sont basées sur les données de Selects 2007 (nombre d'observations valides : 2522).

Les données SELECTS nous permettent d'attribuer une position de classe à 2522 individus qui déclarent avoir voté pour un parti lors des élections parlementaires de 2007. Le tableau 1 montre – entre parenthèses – la répartition des électeurs à travers le schéma de classe. Le groupe électoral le plus important est constitué par les managers au sens large (analystes financiers, représentants d'assurance, comptables) : ils représentent 22% de l'électorat suisse. Ils sont suivis par les spécialistes socio-culturels (15%), les travailleurs de production (14%) et les petits indépendants (13%). À l'opposé, la classe des professions libérales et des grands employeurs regroupe le moins d'électeurs avec seulement 5% du total.

Le succès électoral des partis de gauche auprès des différentes classes en 2007

Dans une première analyse, nous nous intéressons au succès qu'ont eu les partis socialiste et Vert auprès des différentes classes en analysant le choix de vote. Le sondage SELECTS détermine le choix de vote en demandant à chaque l'électeur à quel parti il a accordé le plus de suffrages². Cette question nous permet d'identifier dans quelles classes les électeurs socialistes et verts sont surreprésentés et dans quelles classes sous-représentés. Les graphiques 1 et 2 montrent le vote de classe du PS et le PES. A titre de comparaison, nous affichons également le résultat électoral par classe pour l'UDC dans le graphique 3.

Le graphique révèle qu'en 2007 le PS a eu le plus de succès auprès de deux catégories issues des nouvelles classes moyennes salariées : les spécialistes techniques (24% des voix) et les spécialistes socio-culturels (34% des voix). C'est seulement dans ces deux classes que plus de 20% des électeurs ont voté pour le PS en 2007. C'est surtout le score élevé du PS auprès des spécialistes socio-culturels qui est remarquable. Le résultat que les professionnels de la santé, du secteur social, de l'éducation, de la culture et des médias sont un bastion électoral socialiste n'est pas nouveau ; il a été mis en évidence par d'autres enquêtes pour des années antérieures (voir Kriesi 1998, Selb et Lachat 2004, Rennwald 2006, Oesch 2006b, 2008a). En contraste, le mauvais résultat du PS auprès des trois classes populaires que sont les employé(e)s de bureau, les travailleurs des services et les travailleurs de production est plus surprenant. Ainsi, le PS n'a pas seulement de la peine à rallier ses « adversaires de classe » - les petits indépendants, les professions libérales et les employeurs -, mais également à gagner le vote ouvrier : seulement 16% des travailleurs des services et de la production ont soutenu le PS en 2007. Ces analyses confirment donc que le PS a perdu son ancrage auprès de l'électorat populaire : il a eu davantage de succès auprès des managers (19% des voix) que parmi la classe ouvrière industrielle – les travailleurs de production (16% des voix).³

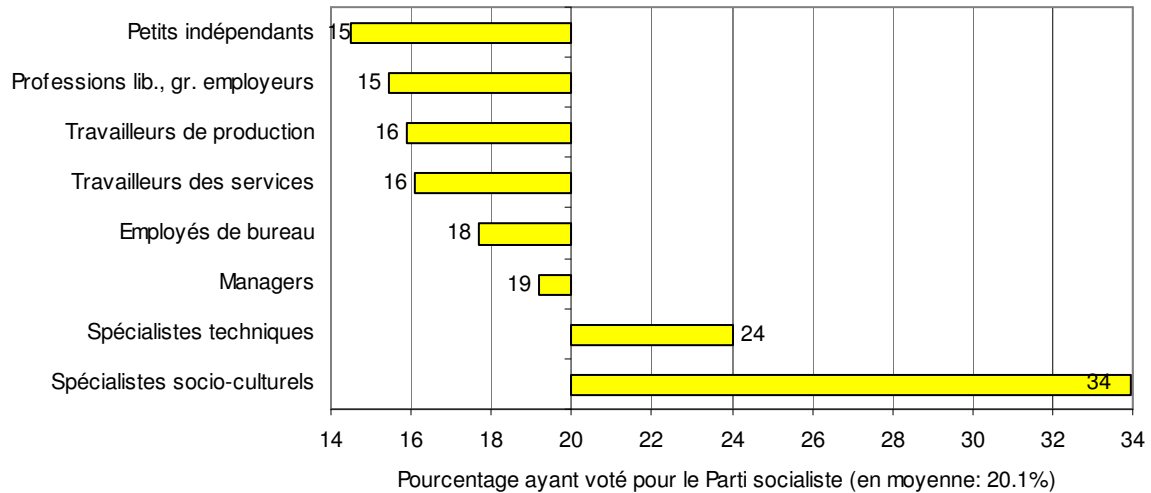
Si l'on compare le résultat socialiste avec celui du parti Vert (graphique 2), la ressemblance de leur électorat est frappante. Le PS et le PES font les deux leur meilleur score auprès des spécialistes socio-culturels, suivi par les spécialistes techniques. De même, les deux partis ont le moins de succès parmi les petits indépendants, la catégorie regroupant les commerçants, restaurateurs, artisans indépendants et paysans. Le graphique 2 suggère que l'électorat Vert est encore plus dominé par les classes avec un capital d'éducation élevé que

² La question posée est : "Pouvez-vous me dire pour quel parti vous avez voté pour l'élection au Conseil national, c'est-à-dire, quel est le parti auquel vous avez accordé le plus de suffrages?" Pour nos analyses, nous avons adapté l'échantillon en utilisant les quatre pondérations développées dans le cadre de SELECTS afin de corriger pour la sur-/ sous-représentation cantonale, la taille du ménage, la participation électorale et le choix de parti.

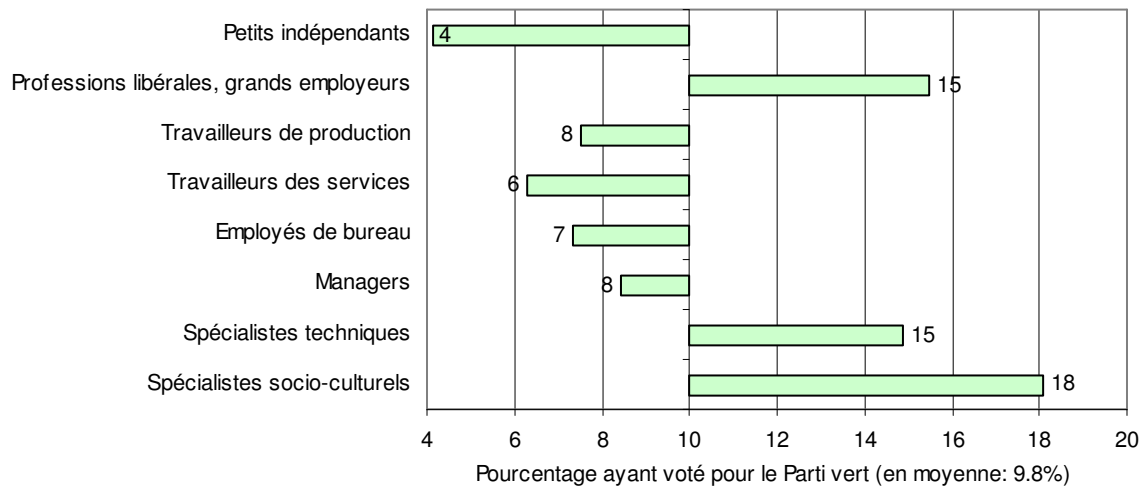
³ A titre d'illustration, le graphique A.1 en annexe présente la structure de classe de l'électorat socialiste également pour les trois cantons de Genève, Tessin et Zurich. Cependant, comme ces analyses sont basées sur un échantillon très restreint d'entre 265 et 430 électeurs (et donc d'entre 50 et 90 électeurs socialistes) par canton, nous nous concentrons dans nos commentaires sur les résultats au niveau de la Suisse.

celui du PS : dans les trois classes avec le plus de formation – les spécialistes socio-culturels, techniques ainsi que les professions libérales –, la proportion d’électeurs verts atteint entre 18 et 15% contre seulement 6 et 8% parmi les travailleurs des services et de production.

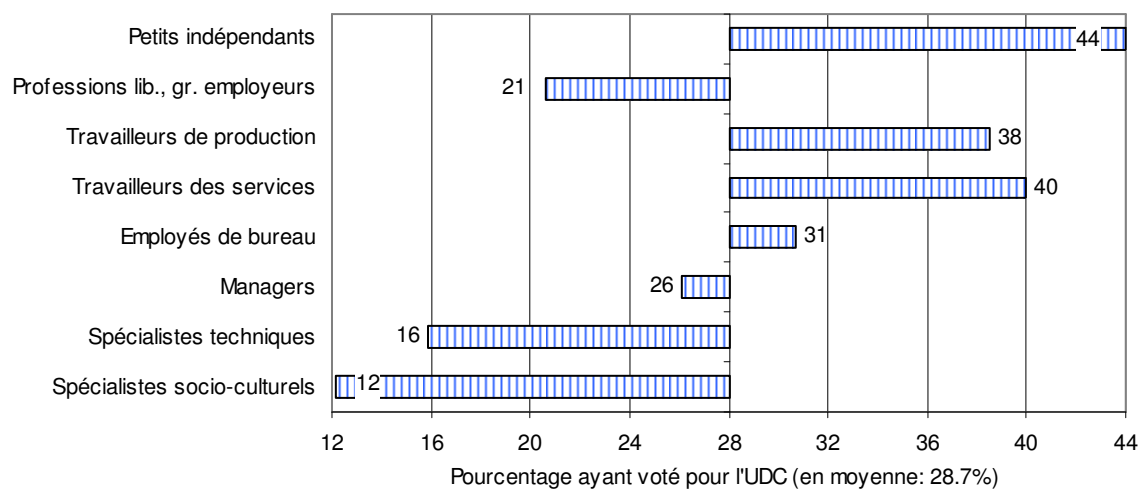
Graphique 1 : Proportion des électeurs par classe qui ont voté pour le parti socialiste en 2007 (en %)



Graphique 2 : Proportion des électeurs par classe qui ont voté pour le parti Vert en 2007 (en %)



Graphique 3: Proportion des électeurs par classe qui ont voté pour l’UDC en 2007 (en %)



Données : Selects 2007 ;

Nombre observations des graphiques 1 à 3 : 2522

En additionnant les électorats socialiste et vert, nous obtenons la proportion de chaque classe qui a voté à gauche. Ensemble, ces deux partis ont obtenu 30% des suffrages en 2007. Ils sont fortement surreprésentés parmi les spécialistes techniques, où 39% des voix sont allées au PS ou au PES, et surtout parmi les spécialistes socio-culturels qui ont rallié la gauche à hauteur de 52%. En contrepartie, les deux partis de gauche ont récolté seulement 19% des voix parmi les petits indépendants, 22% parmi les travailleurs des services et 23% parmi les travailleurs de production.

Si nous intégrons l'UDC dans notre analyse (graphique 3), nous constatons que la structure de classe de l'électorat UDC est l'exact opposé de celle de l'électorat socialiste et, plus encore, vert. Là où les écologistes récoltent beaucoup de voix – comme parmi les spécialistes socio-culturels et techniques –, l'UDC est à la peine. En contraste, là où l'UDC séduit une très large proportion de l'électorat – comme auprès des petits indépendants –, le parti Vert n'obtient qu'un score dérisoire. Le graphique 3 montre également que l'UDC est devenu, de loin, le parti le mieux ancré dans les deux catégories ouvrières des travailleurs de production (38% des voix) et des services (40%). Dans ces deux classes populaires, l'UDC récolte plus que le double des votes du PS. Notre analyse rejoint ainsi le résultat d'études antérieures qui montraient que l'UDC était devenue le premier parti parmi les ouvriers en Suisse (Mazzoleni et al. 2005, McGann et Kitschelt 2005, Oesch 2008b).

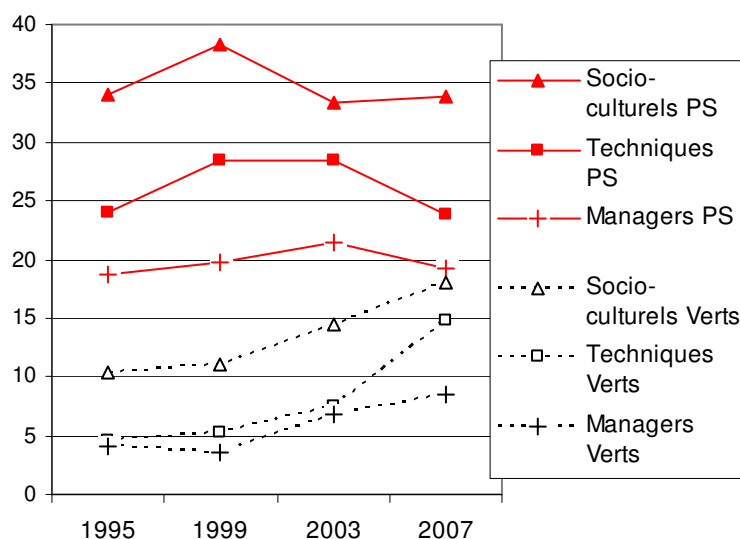
Ces résultats nous permettent de donner une première réponse à la question de savoir si les classes sociales continuent de différer systématiquement par rapport à leur préférence partisane. Les graphiques 1 à 3 suggèrent que l'attrait des deux partis de gauche comme celui de l'UDC varie fortement selon la classe. Alors que les deux premiers obtiennent un large soutien auprès des catégories des nouvelles classes moyennes (spécialistes socio-culturels et

techniques), l'UDC bâtit son succès sur les petits indépendants et les classes populaires. L'hypothèse d'un désalignement entre classes sociales et choix de vote n'est pas confirmée : si elle mesurée avec la précision nécessaire, la position de classe continue d'éclairer la préférence partisane en Suisse.

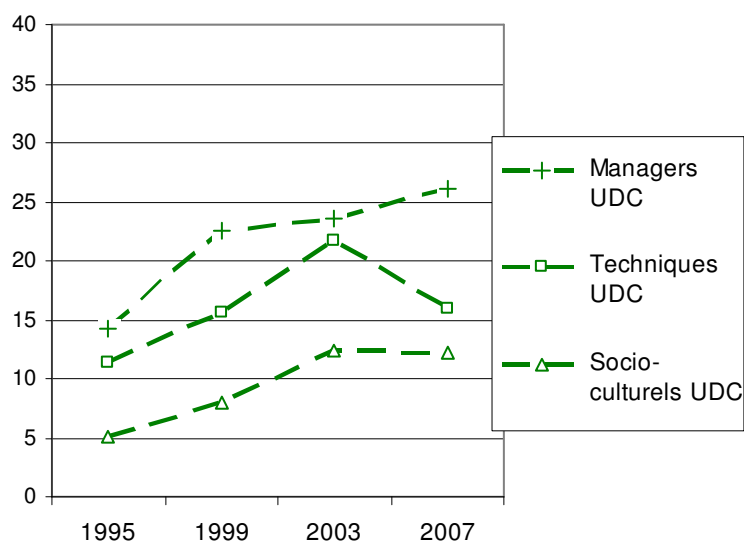
L'évolution du vote de classe entre 1995 et 2007

Le parti Vert – ensemble avec l'UDC – est le vainqueur des élections fédérales 2007, le PS – ensemble avec le parti radical – le perdant. Pour expliquer ce résultat, nous nous intéressons à savoir dans quelles classes les verts et l'UDC ont gagné des voix et dans quelles classes le PS en a perdu lors des quatre élections fédérales qui ont eu lieu depuis 1995. A ce sujet, le graphique 4 présente l'évolution du score obtenu par le PS et le PES entre 1995 et 2007 dans les trois catégories des nouvelles classes moyennes salariées : les spécialistes socio-culturels et techniques ainsi que les managers. Ces résultats montrent que le PS a légèrement amélioré son score auprès des managers et spécialistes techniques entre 1995 et 2003, avant de retomber en 2007 au niveau de départ de 1995. Parmi les spécialistes socio-culturels, le soutien au PS est resté stable aux alentours de 34% des votes pendant cette période.

Graphique 4 : Évolution du vote (en %) pour le PS et le parti Vert entre 1995 et 2007 – catégories des classes moyennes salariées (managers, spécialistes socio-culturels et techniques)



Graphique 5 : Évolution du vote (en %) pour l'UDC entre 1995 et 2007 – catégories des classes moyennes salariées (managers, spécialistes socio-culturels et techniques)



Note : au niveau de l'électorat total, les partis ont obtenu les scores suivants :

- PS : 1995: 21.8, 1999: 22.5%, 2003: 23.3%, 2007: 19.5%

- PES : 1995: 5.0%, 1999: 5.0%, 2003: 7.4%, 2007: 9.6%

- UDC : 1995: 14.9%, 1999: 22.5%, 2003: 26.7%, 2007: 28.9%

Données : Selects 2007 ;

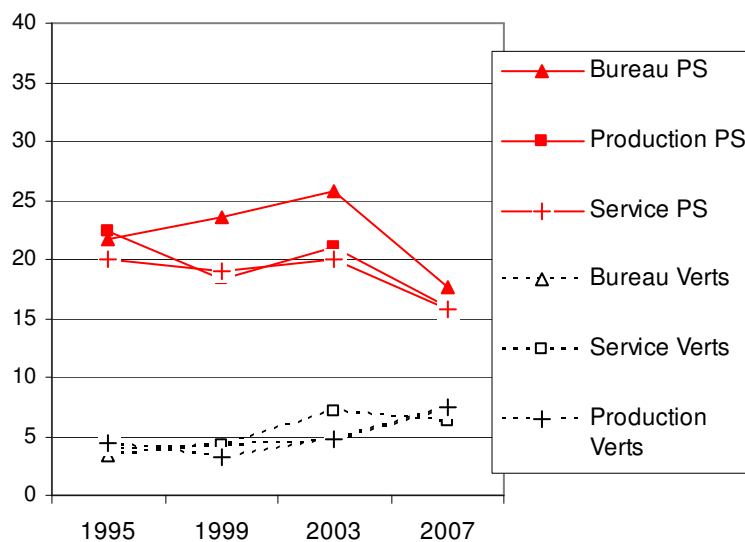
Nombre d'observations des graphiques 4 à 5 : 2522

La stabilité du vote socialiste dans les classes moyennes salariées contraste avec l'attractivité croissante des verts auprès de ces mêmes catégories. Entre 1995 et 2007, la proportion des spécialistes socio-professionnels qui a voté pour les verts a augmenté de 10 à 18%, celle des spécialistes techniques de 5 à 15% et celle des managers de 4 à 8%. La comparaison avec l'évolution du vote UDC (en graphique 5) montre que la progression du parti Vert auprès des spécialistes techniques et socio-culturels surpasse même celle de l'UDC auprès de ces mêmes catégories entre 1995 et 2007. Entre 2003 et 2007, le vote pour l'UDC a stagné dans la classe des spécialistes socio-culturels et même reculé dans celle des spécialistes techniques. En contrepartie, la croissance de l'UDC dans la grande catégorie des managers est ininterrompue, montant de 14% en 1995 à 26% en 2007.

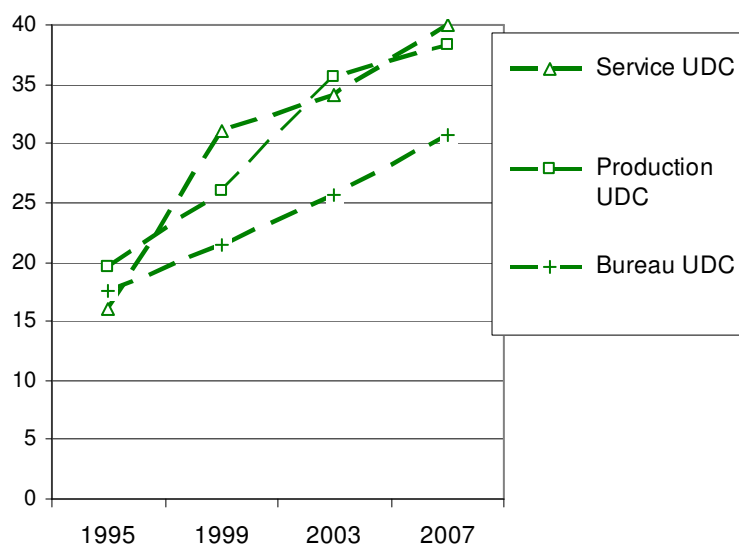
Sur la base de ces résultats, deux conclusions intermédiaires s'imposent: premièrement, la défaite du PS en 2007 n'est pas due à une chute auprès des classes moyennes salariées; le PS n'y recule que peu par rapport à 2003 et garde son niveau de 1995 (quand son score total était de 21.8% contre 19.5% en 2007). Deuxièmement, l'UDC ne doit pas non plus sa victoire en 2007 aux classes moyennes salariées ; sa part de l'électorat y reste globalement inchangée entre 2003 et 2007. Ces conclusions indiquent qu'il nous faut tourner vers les classes populaires pour expliquer les bouleversements qui ont lieu dans la force des partis entre 1995 et 2007.

Les résultats pour les trois catégories sans véritable statut de classe moyenne – les employés de bureau, les travailleurs des services ainsi que ceux de production – montrent que c’est ici que le PS a perdu le plus de voix entre 2003 et 2007. Après une période de relative stabilité entre 1995 et 2003, le PS subit un déclin brusque dans les classes populaires en 2007. Auprès des travailleurs de production et des services, il recule d’entre 20 et 21% des votes en 2003 à un score de 16% en 2007. Chez le personnel du bureau, la chute est encore plus marquée, passant de 26% des voix en 2003 à 18% en 2007. Là où le PS a perdu, l’UDC a gagné : le graphique 7 montre que dans les trois classes populaires, le pourcentage des électeurs UDC a doublé entre 1995 et 2007. L’augmentation du score UDC était marquée aussi entre 2003 et 2007, passant de 34 à 40% parmi les travailleurs des services, de 36 à 38% parmi les travailleurs de production et de 26 à 31% parmi les employés de bureau. La montée de l’UDC s’explique donc surtout par sa capacité à rallier une partie toujours plus grande de l’électorat ouvrier. En contraste, l’ascension plus récente (et plus modeste) des verts est surtout due au bon écho que trouve ce parti auprès des électeurs des classes moyennes. Dans les classes populaires, sa progression était plus modeste et son score y reste faible.

Graphique 6 : Évolution du vote (en %) pour le PS et le parti Vert entre 1995 et 2007 – classes populaires



Graphique 7 : Évolution du vote (en %) pour l’UDC entre 1995 et 2007 – classes populaires



Données : Selects 2007 ;

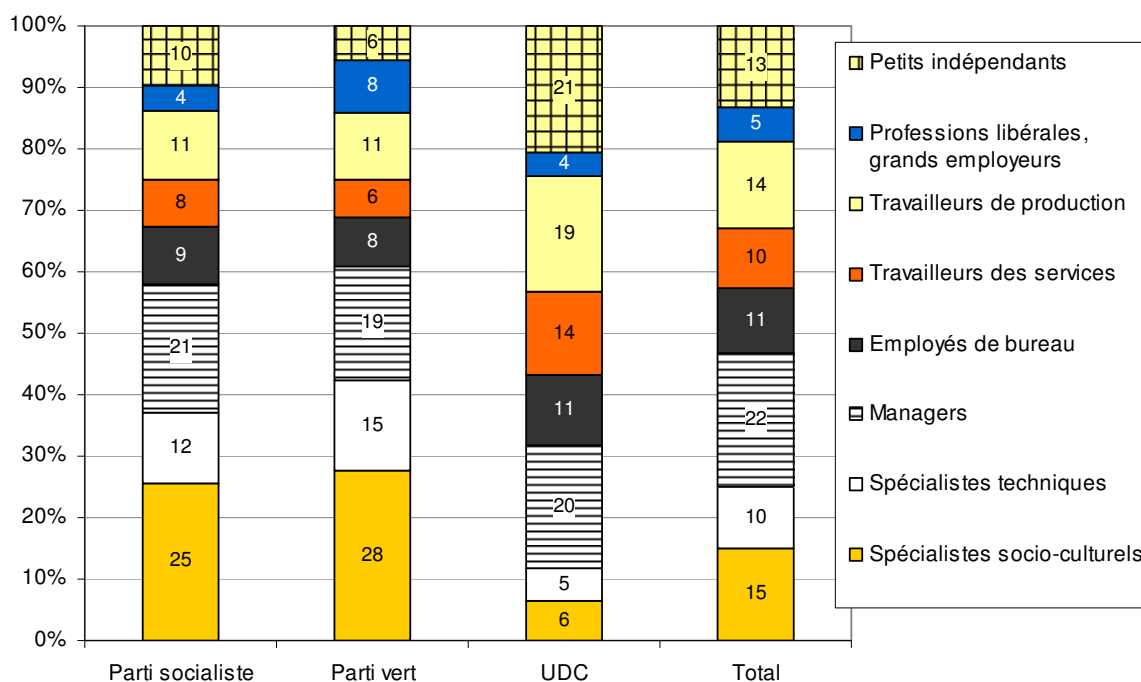
Nombre d'observations des graphiques 6 à 7 : 2522

La composition de l'électorat en termes de classes en 2007

Jusqu'à maintenant, nous avons examiné dans quelle classe les partis ont eu beaucoup ou peu de succès. Cependant, cette analyse ne tient pas compte du fait que l'importance numérique des classes varie : alors que les spécialistes techniques ne représentent que 10% de l'électorat, la part des managers est de 22%. Par conséquent, pour connaître l'importance électorale des classes, il faut choisir une perspective compositionnelle : combien de voix apportent les différentes classes aux partis ? Le résultat basé sur cette perspective est mis en évidence dans le graphique 8. Il montre la composition en termes de classe de l'électorat du PS, du PES, de l'UDC et de l'électorat total.

Il en ressort de nouveau la grande similarité entre l'électorat socialiste et vert. Les deux partis sont dominés par les nouvelles classes moyennes : 58% des voix socialistes et même 61% des voix vertes proviennent des managers, spécialistes socio-culturels et techniques, alors que ces trois catégories ne représentent que 47% de l'électorat total. L'importance des classes moyennes salariées contraste avec le peu de poids qu'ont les indépendants et surtout les classes populaires dans les électorsats socialiste et vert. Ensemble, les employés de bureau, les travailleurs de production et des services représentent 35% de l'électorat suisse en 2007. Cependant, seulement 28% des électeurs socialistes et 25% des électeurs verts proviennent d'une de ces trois catégories.

Graphique 8 : Composition de l'électorat du PS, parti Vert et UDC en termes de classe en 2007



Données : Selects 2007 ; Nombre observations : 2522

Le résultat pour l'UDC révèle la configuration opposée : les deux classes ouvrières regroupant les travailleurs de production et des services ont beaucoup plus de poids dans l'électorat UDC (32% des voix) que dans l'électorat total (24% des voix). De même, les petits indépendants sont responsables pour 21% des votes, alors qu'ils ne représentent que 13% de l'électorat suisse. Ces chiffres soulignent que l'UDC est devenu le parti des « petites gens » ; 64% de ses votants proviennent des quatre catégories sans véritable statut de classe moyenne : les petits indépendants, les employés de bureau, les travailleurs des services et de production. En comparaison, ces quatre classes ne comptent que pour 38% des électeurs socialistes et 31% des électeurs verts. Il est aussi intéressant de noter que les spécialistes socio-culturels et techniques ne jouent pratiquement aucun rôle pour l'UDC : moins de 12% de l'électorat UDC – contre 42% de l'électorat Vert – provient de ces deux classes.

Jusqu'à maintenant, nous avons examiné la relation entre la classe et la préférence partisane de manière isolée. Or, il est évident qu'à côté de la position de classe, une série d'autres caractéristiques socio-démographiques affectent le choix de vote. A part le sexe et l'âge, quatre facteurs surtout méritent une attention plus approfondie :

- le *statut économique* : le fait d'avoir un emploi rémunéré, de rester au ménage ou d'être à la retraite devrait avoir un effet sur la préférence partisane qui n'est pas capté par la position de la classe ;

- le *secteur d'emploi – privé ou public* : le fait de travailler dans le secteur privé ou public devrait influencer l'attitude qu'un électeur a par rapport à l'État et aux différents partis politiques au-delà de la classe sociale;
- l'*éducation* : l'éducation est un puissant vecteur de socialisation et influence la lecture que les électeurs font de leurs intérêts politiques et des partis. Cependant, il nous faut tenir compte du fait que l'éducation et la classe sociale sont étroitement liées.
- le *degré d'urbanisation* : le fait d'habiter dans un village, une ville moyenne ou un centre urbain devrait également affecter le choix de vote des électeurs.

Dans les sous-chapitres qui suivent, nous intégrons ces quatre éléments dans l'analyse.

L'effet d'autres facteurs socio-démographiques (I) : le statut économique

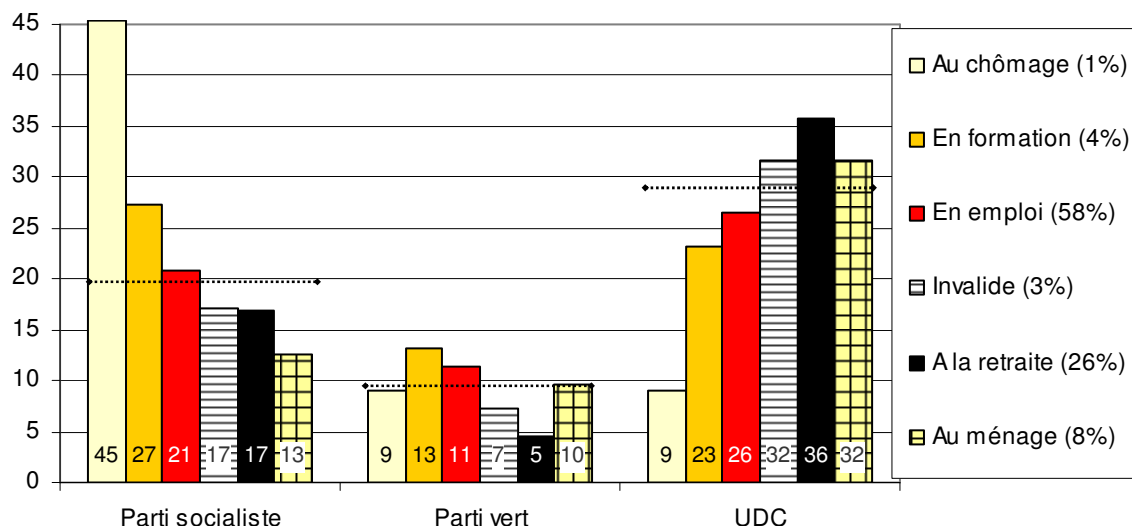
Avant d'examiner les trois facteurs mentionnés ci-dessus ensemble dans un contexte multivarié, nous analysons leur lien avec le choix de vote – et la classe – de manière séparée. Nous commençons par l'analyse de la préférence partisane en fonction du statut économique (voir le graphique 9). Ce graphique montre que le parti socialiste est particulièrement bien soutenu par le très petit groupe des chômeurs (seulement 1.3% de l'électorat) : presque la moitié des Suisses au chômage, qui ont participé à l'élection en 2007, ont voté pour le PS contre seulement 9% pour l'UDC – un score aussi bas que celui réalisé par le parti vert.⁴ Au contraire, le parti Vert est fortement surreprésenté, comme le PS, parmi les gens en formation : 27% des votes de cette catégorie jeune vont au PS et 13% au parti Vert (contre 23% pour l'UDC).

Pour le résultat électoral des partis, les petites catégories des chômeurs, des gens en formation ainsi que des gens à l'assurance invalidité (sous-représentés dans les électorsats socialiste et verts, surreprésentés dans celui de l'UDC) ne jouent qu'un rôle mineur. Ensemble, ils représentent seulement 8% de l'électorat, alors que c'est 58% pour les gens qui ont un emploi rémunéré et 26% pour les gens à la retraite. Dans ces deux grandes catégories, la gauche a beaucoup plus de succès parmi les gens avec un emploi que parmi les retraités : 32% des gens qui ont un travail votent pour la gauche (21% PS, 11% PES), mais seulement 22% (17% PS, 5% PES) des gens à la retraite. C'est surtout le peu de succès des verts auprès des retraités qui est frappant. Il contraste avec le résultat de l'UDC qui est le champion incontesté du troisième âge, obtenant plus d'un tiers des votes des retraités. L'UDC est

⁴ Il faut noter que le nombre de chômeurs dans notre échantillon SELECTS est très petit et n'inclut que 36 personnes. Les résultats concernant ce groupe doivent donc être interprétés avec prudence.

également surreprésentée dans le groupe d'électeurs où le PS fait son score le plus faible : les personnes au foyer. Le PS n'y récolte que 13% des suffrages, alors que l'UDC en reçoit 32%.

Graphique 9 : proportion des votes pour le PS, le PES ou l'UDC en fonction du statut économique (en %)



Notes:

- les pourcentages entre parenthèses dans la légende indiquent la proportion de l'électorat qui est au chômage (1%), en formation (4%), en emploi (58%), etc.

- les barres noires horizontales dans le graphique indiquent le score moyen obtenu par chacun des trois partis.

Données : Selects 2007 ; nombre d'observations : 2778

En résumé, les partis socialiste et Vert attirent plus fortement les jeunes en formation et les gens qui travaillent, alors que l'UDC est surreprésentée parmi les retraités et les personnes au foyer. Les gens qui aimeraient retravailler – les chômeurs – se tournent vers le PS, alors que ceux qui ne peuvent plus travailler – les gens à l'assurance invalidité – préfèrent l'UDC.

Une analyse approfondie de l'électorat socialiste suggère que l'influence du statut économique sur la préférence partisane n'est pas identique pour toutes les classes. Ainsi, nous faisons une régression logistique *séparée* pour chacune des huit classes – où la variable à expliquer est le choix de vote et la variable explicative le statut économique –, afin d'obtenir les probabilités prédites pour les différents statuts à l'intérieur d'une classe qui ont voté pour le PS. Ces probabilités prédites sont montrées dans le graphique A.2 en annexe. Un résultat doit être souligné : alors qu'à l'intérieur des trois catégories des classes moyennes salariées, le PS a plus de succès parmi les gens qui travaillent que parmi les retraités, l'opposé est vrai pour les classes populaires – parmi les employés de bureau, les travailleurs de production et des services, les retraités votent davantage pour le PS que les gens qui travaillent. Ce résultat suggère qu'à l'avenir l'ancrage socialiste dans les classes populaires risque de s'effriter

encore davantage si le PS reçoit aujourd'hui plus de soutien des travailleurs à la retraite que de ceux engagés dans la vie active.

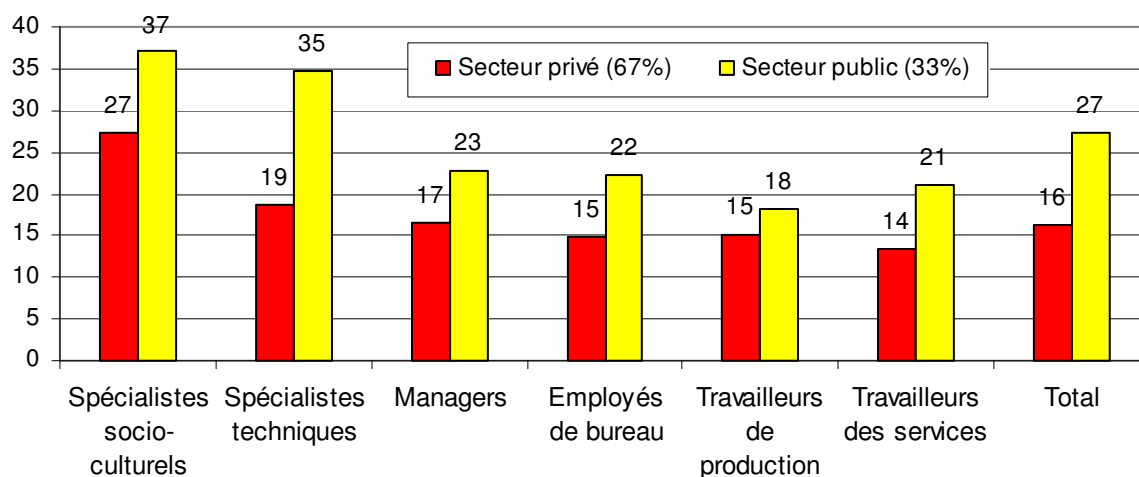
L'effet d'autres facteurs socio-démographiques (II) : le secteur public

Plusieurs auteurs insistent sur le fait que le secteur d'emploi (secteur public vs. secteur privé) a pris autant, voire davantage d'importance pour le choix de vote que la classe sociale (Kitschelt 1994, Heath and Savage 1995, Knutsen 2001, 2005). Un nouveau clivage opposerait donc les employés du secteur public qui favorisent un État social généreux et une politique économique interventionniste aux employés du secteur privé qui dépendent de la performance de leur entreprise et qui préfèrent ainsi un État (et des impôts) plus maigre(s) et moins d'ingérence politique dans le marché. Par conséquent, les employés du secteur public seraient proches de la gauche en général et du parti socialiste en particulier, alors que ceux du privé auraient davantage de sympathie pour la droite. Nous examinons cette hypothèse en faisant de nouveau une régression logistique *séparée* pour chaque classe où la variable à expliquer est le vote pour le PS et la variable explicative le secteur d'emploi. Les probabilités prédites sont montrées dans le graphique 10 pour les trois catégories des classes moyennes salariées ainsi que les trois classes populaires.⁵

Deux résultats doivent être notés : premièrement, il est évident que le secteur d'emploi joue un rôle crucial pour le choix de vote en Suisse ; parmi les employés du public, le PS reçoit 27% des voix, contre seulement 16% parmi ceux du privé. Deuxièmement, le secteur public n'explique pas pourquoi certaines classes rallient plus fortement la gauche que d'autres. Ainsi, le soutien massif des spécialistes socio-culturels pour le PS ne peut pas être réduit au fait que trois quarts de ces employés travaillent dans le secteur public. Même parmi les employés du privé, le PS a de loin le plus de succès parmi les spécialistes socio-culturels suivis par les spécialistes techniques et les managers. En d'autres termes, ces résultats signifient que le secteur d'emploi ne remplace pas la classe comme variable explicative du vote, mais la complète.

Graphique 10 : Proportion des votes pour le PS en fonction de la classe et du statut économique (en %)

⁵ Pour les indépendants, la distinction secteur privé / secteur public n'est pas pertinente. Être indépendant signifie nécessairement travailler dans le secteur privé.



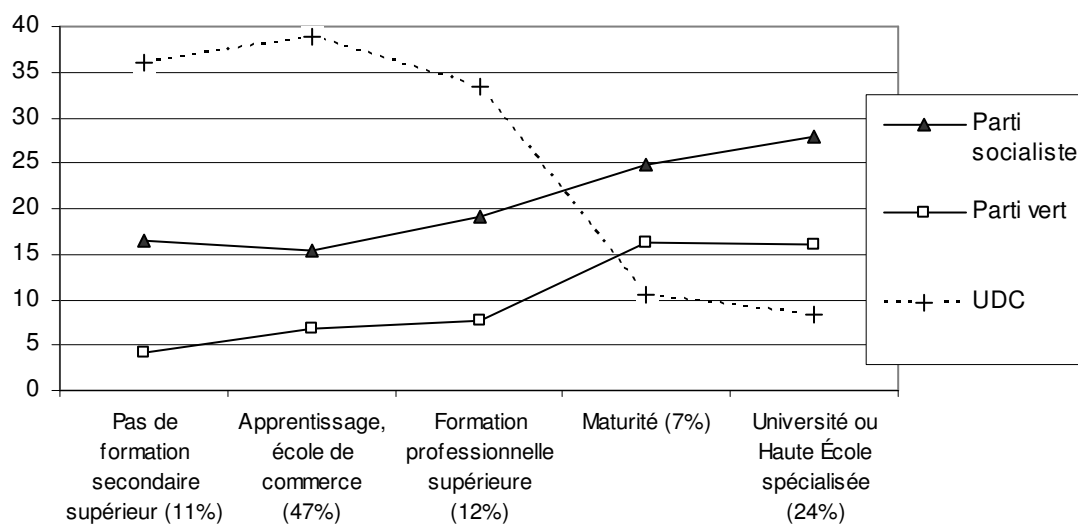
Note: les résultats montrés sont des probabilités prédites pour un membre d'une classe donnée de voter pour le PS en fonction de son secteur d'emploi (sur la base d'une régression logistique binomiale).

Dans une analyse dont les résultats sont montrés dans le graphique A.3 en annexe, nous déterminons pour chaque classe la part des employés publics et privés qui ont voté pour le *parti vert*. Ces régressions mettent en évidence que les verts également reçoivent davantage de soutien de la part des employés publics (13% des voix) que des employés privés (8%). La seule exception sont les spécialistes socio-culturels où les verts ont plus de succès parmi ceux travaillant dans le secteur privé: si ces derniers travaillent dans le secteur public, ils ont beaucoup plus tendance à voter pour le PS (37% des voix) que pour le PES (16% des voix). Cependant, si les spécialistes socio-culturels évoluent dans le secteur privé, ils votent presque autant pour le parti Vert que pour le PS (24% contre 27% des voix). Enfin, si nous additionnons les scores électoraux du PS et du PES, il apparaît que 40% des employés dans le public, mais seulement 24% des employés dans le privé soutiennent un des deux partis de gauche.

L'effet d'autres facteurs socio-démographiques (III) : la formation

Les études électorales pour la Suisse montrent régulièrement que les partis socialiste et Vert obtiennent davantage de soutien parmi les électeurs avec un niveau de formation élevé que parmi ceux avec peu de formation, alors que c'est la situation inverse qui définit l'électorat de l'UDC (Selb et Lachat 2004 : 18). Lors des élections fédérales 2003, le PS réussissait à compenser son déficit électoral dans les catégories avec un niveau de formation moyen et bas – un déficit qui était très marqué lors des deux élections antérieures 1995 et 1999 (Selb et Lachat 2004 : 20). Cependant, le graphique 11 nous montre que le succès socialiste en 2003 auprès des citoyens avec une formation peu élevée était une exception. En 2007, le PS est redevenu le parti des gens avec une formation élevée. Il a ainsi récolté 28% des voix parmi les électeurs avec une formation universitaire et 25% parmi ceux avec une maturité, mais seulement 15% parmi les très nombreux électeurs – presque la moitié de l'électorat – avec un apprentissage et 17% parmi les électeurs sans autre formation que la scolarité obligatoire. Le mauvais résultat électoral du PS en 2007 semble ainsi étroitement lié à son bas score fait auprès des deux dernières catégories.

Graphique 11 : Proportion des votes pour le PS, le PES ou l'UDC en fonction du niveau de formation (en %)



Note: les pourcentages entre parenthèses indiquent la proportion de l'électorat qui a une formation donnée. Ainsi, 24% de l'électorat suisse ont une formation de type universitaire ou HES.

Nombre d'observations : 2792

L'électorat Vert est encore plus fortement dominé que celui du PS par les catégories bien formées : les verts reçoivent quatre fois plus de vote auprès des électeurs avec une maturité ou une formation universitaire (16%) qu'auprès des électeurs avec comme seule formation la

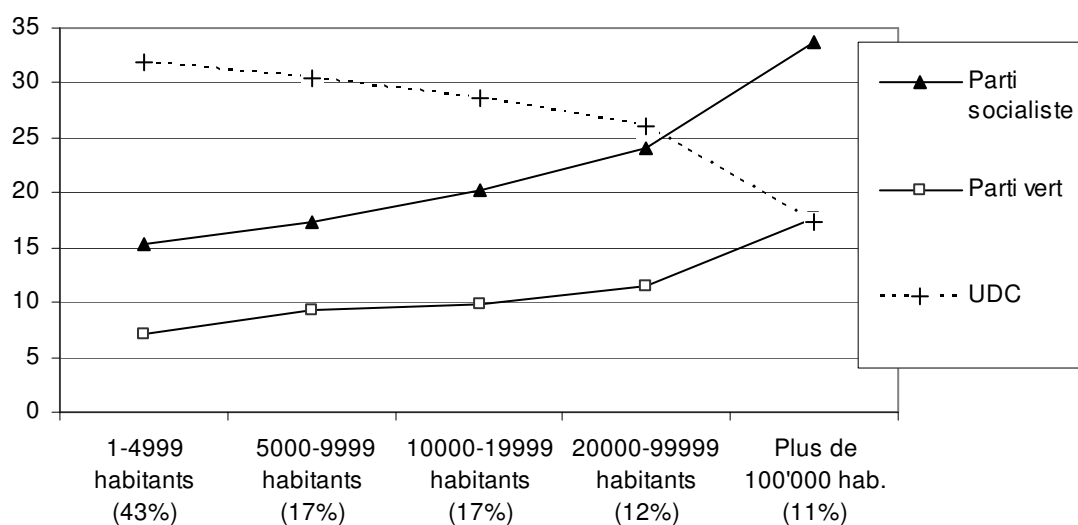
scolarité obligatoire (4%). Ensemble, le PS et le parti Vert ont obtenu 44% des votes parmi les électeurs avec une formation universitaire, mais seulement 21% parmi les électeurs qui n'ont pas de formation au-delà de la scolarité obligatoire.

Enfin, la formation semble avoir l'effet le plus important sur le vote pour l'UDC. L'ancien parti agraire obtient ainsi 36% des voix parmi les citoyens sans formation secondaire supérieure et même 39% parmi les électeurs avec un apprentissage ; par contre, il ne fait qu'un score dérisoire parmi les électeurs avec une maturité (11%) ou une formation universitaire (8.5%). Ce résultat confirme les résultats montrés auparavant (graphique 3 et 5) que l'UDC doit son succès électoral au soutien massif récolté dans les classes populaires.

L'effet d'autres facteurs socio-démographiques (IV) : la taille de la commune

Une dernière caractéristique socio-démographique que nous examinons en détail est la taille de la commune où habite l'électeur ou l'électrice. Dans le graphique 12, nous montrons pour cinq catégories de communes la proportion de l'électorat qui a voté pour le PS, le PES et l'UDC. Il en ressort une image claire : les partis socialiste et Vert ont beaucoup de peine dans les petites communes ; la campagne en Suisse est dominée par l'UDC qui obtient 32% des votes auprès des électeurs qui ont leur domicile dans une commune avec moins de 5000 habitants. A l'opposé, le PS et le parti Vert gagnent en popularité dans les communes plus grandes et dominent clairement l'électorat des centres urbains : les données SELECTS indiquent que dans les cinq villes suisses comptant plus de 100'000 habitants, le parti Vert obtient environ 18% des votes et y bat donc l'UDC qui n'y engrange que 17% des voix. Cependant, le parti de loin le plus populaire auprès de l'électorat urbain est le PS qui y récolte un tiers des voix. Le PS est donc effectivement le parti des grandes villes. Le seul problème est que cet électorat urbain (villes avec plus de 100'000 habitants) ne constitue qu'un peu plus de 10% de l'électorat total, alors que les petites communes (périurbaines ou rurales, avec moins de 5000 habitants) réunissent plus de 40% de l'électorat suisse. Cependant, il faut garder en tête que le sondage SELECTS n'est pas idéal pour une analyse très fine de la relation entre la commune de domicile et le choix de vote. Pour cette question de recherche, une analyse sur la base de données agrégées, provenant des statistiques officielles par commune, donnerait des résultats plus fiables.

Graphique 12 : Proportion des votes pour le PS, le PES ou l'UDC en fonction de la taille de la commune de domicile (en %)



Note: les pourcentages entre parenthèses indiquent la proportion de l'électorat qui habite dans une commune avec moins de 5000 habitants (43%), entre 5000 et 9999 habitants (17%), etc.

Données : Selects 2007 ; nombre d'observations : 2813

L'avantage des données SELECTS réside dans la possibilité de combiner des informations de niveau individuel (la classe sociale) avec des éléments de niveau communal (la taille de la commune de domicile). C'est ce que nous faisons dans une analyse qui détermine pour chaque classe le score obtenu du PS en fonction de la taille de la commune (régression logistique binomiale). Le graphique A.4 en annexe montre pour six classes le pourcentage de voix socialistes dans les très petites et les très grandes communes. La taille de la commune a le moins d'effet sur les deux classes les plus urbaines : les spécialistes socio-culturels et les managers (dont 15 et 13% vivent dans une grande ville). Pour ces deux classes, le fait d'habiter dans une petite commune et non dans une grande ville ne change que peu leur propension à voter pour le parti socialiste. A l'opposé, pour les quatre autres classes de salariés, la différence entre ceux qui habitent dans un centre urbain et ceux qui habitent dans une petite commune est très large. L'écart le plus marqué concerne les spécialistes techniques où parmi ceux qui vivent dans une grande ville 46% votent socialiste, mais seulement 14% parmi ceux qui habitent dans une petite banlieue ou à la campagne. Un autre résultat intéressant a trait aux classes ouvrières : ainsi, plus d'un tiers des travailleurs de production qui habitent dans une grande ville soutiennent le PS, mais seulement 10% de ceux qui vivent dans un village. Ce résultat suggère que le PS continue d'avoir un bon ancrage dans l'ancien « prolétariat industriel » des grandes villes. Cette composante très urbaine des travailleurs de production est toutefois petite et regroupe moins de 10% de toute la classe.

L'effet des facteurs socio-démographiques sur le vote dans un contexte multivarié

Les résultats des analyses incluant le statut économique, le secteur d'emploi et la commune de domicile suggèrent qu'une partie de l'effet de la classe sur le choix de vote pourrait être due à ces facteurs contextuels. Ainsi, les spécialistes socio-culturels pourraient voter davantage pour la gauche que les travailleurs de production, parce que ils sont beaucoup plus nombreux à être engagés dans le secteur public que les derniers (73% contre 23% pour les travailleurs de production), vivent en comparaison plus rarement dans une petite commune de moins de 5000 habitants (35% contre 49%) et ont un moindre pourcentage de leurs membres à la retraite (16% contre 22%). Donc, l'élément décisif ne serait pas la position de classe, mais le secteur d'emploi, la commune de domicile ou le statut économique. Pour répondre à cette question, nous examinons l'influence de ces différentes caractéristiques en même temps à l'aide d'une régression multivariée. Cette méthode nous permet de déterminer l'effet d'une variable explicative en contrôlant simultanément l'effet de toutes les autres variables explicatives.

Dans une première série de régressions, la variable expliquée est le choix de voter pour le PS. Cette variable étant binaire (oui/non), nous avons recours à une régression logistique binomiale où nous introduisons au fur et à mesure les différentes variables explicatives passées en revue en haut. Nous introduisons dans la régression (1) les trois variables sexe, âge et classe. Les résultats montrés dans le tableau A.1 suggèrent qu'il n'y a pas de différence significative dans le vote pour le PS entre les deux sexes. L'âge, au contraire, joue un rôle important : le PS a davantage de succès dans la catégorie d'âge qui va de 45 à 64 ans que parmi les plus jeunes (25 à 44 ans) ou les plus vieux électeurs (65 à 74 ans). Au niveau de la classe, cette analyse multivariée confirme que deux catégories se distinguent de manière significative de la classe de référence des managers : pour un sexe et un âge donné, la probabilité prédite qu'un spécialiste socio-culturel ait voté pour le PS est deux fois plus grande que pour un manager ; à l'opposé, la probabilité prédite qu'un petit indépendant ait voté pour le PS est significativement plus petite que pour un manager.

Dans une deuxième régression, nous intégrons le niveau de formation. Comme nous avons utilisée l'information sur le niveau de formation pour construire la variable de classe, nous ne pouvons introduire ces deux variables dans une même équation. Cette régression (2) nous confirme que les électeurs avec une formation universitaire ou une maturité sont beaucoup plus portés à voter socialiste que les électeurs qui ont un apprentissage, et ceci même si nous tenons compte des différences d'âge et de sexe. Au niveau du pouvoir explicatif, la comparaison du pseudo r^2 des régressions (1) et (2) suggère que la classe sociale prédit légèrement mieux le vote socialiste que le niveau de formation.

Dans une troisième régression, nous réintroduisons la position de classe – au détriment de la formation – et ajoutons le statut économique (tout en enlevant la variable fortement corrélée avec le statut : l'âge). L'introduction de cette variable ne modifie que peu la relation entre la classe et la préférence partisane. De même, un effet indépendant du statut économique sur le choix de vote persiste même si nous tenons compte des différences de classe : l'analyse multivariée confirme d'une part que les électeurs en formation sont significativement plus portés à voter pour le PS que les personnes actives. D'autre part, elle montre que la probabilité prédite qu'une femme ou un homme au ménage ait voté pour le PS est beaucoup plus petite que pour les gens qui travaillent.

Dans une quatrième régression, la distinction entre emploi public et privé est introduite. Cette variable a un effet très significatif sur le vote socialiste : même si nous tenons compte des différences de sexe, de classe et de statut économique, la tendance des employés du secteur public à voter pour le PS reste 1.6 fois plus élevée que celle des employés du secteur privé. Cependant, l'emploi public n'explique pas pourquoi les spécialistes socio-culturels sont particulièrement nombreux à soutenir le PS : même si nous contrôlons pour les différences dans l'emploi public, la probabilité prédite que les spécialistes socio-culturels votent socialiste reste significativement plus élevée que pour la catégorie de référence des managers.

Dans une dernière régression, nous intégrons une variable pour la taille de la commune de domicile. L'introduction de ce facteur dans notre équation n'affecte que très peu l'effet du sexe, de la classe et du secteur d'emploi sur le choix de vote. Donc, ces caractéristiques influencent le vote de manière indépendante de la commune de domicile. Cependant, le fait de différencier les électeurs en fonction de la taille de leurs communes améliore l'explication du choix de vote de manière substantielle (voir le pseudo r^2 de la régression [5]). L'influence de la taille de la commune sur la probabilité prédite de voter socialiste est presque linéaire : pour un sexe, une classe et un statut économique donné, la probabilité prédite qu'un électeur ait voté pour le PS est 1.4 plus grande dans une petite ville que dans un village, 1.7 plus grande dans une ville moyenne que dans un village et même 2.3 fois plus grande dans un centre urbain que dans un village.

Les mêmes régressions pour les déterminants du vote ont également été estimées pour le *parti Vert* (voir tableau A.2 en annexe). Trois résultats ressortent de ces analyses multivariées : premièrement, la structure d'âge de l'électorat Vert se distingue fortement de celle de l'électorat socialiste. Alors que les socialistes reçoivent le plus de soutien de la part des électeurs nés pendant le « baby boom » et qui ont atteint la majorité quelques années avant ou après 1968, les verts ont le plus de succès parmi les électeurs qui ont moins de 44

ans. Ce biais de jeunesse de l'électorat Vert est confirmé par le fait que la probabilité prédite des retraités de voter pour le PES est beaucoup plus petite que celle des personnes qui ont un emploi.

Deuxièmement, les deux régressions mettent de nouveau en évidence la similarité des électorats socialiste et Vert en termes de classe et de niveau de formation. Comme pour les socialistes, la classe qui a le plus d'affinité pour le parti Vert est celle des spécialistes socio-culturels. La probabilité prédite qu'ils votent Vert est deux fois plus élevée que celle des managers ou des classes populaires. Si nous corrigeons pour l'effet de l'emploi public, les spécialistes techniques ont presque la même probabilité prédite de voter pour le PES que les spécialistes socio-culturels. Une différence par rapport au PS est notable: les verts ne souffrent d'un manque de popularité qu'auprès d'une des deux classes d'indépendants. Comme les socialistes, ils ont très peu de succès parmi les petits indépendants. Mais à l'opposé du PS, les professions libérales et grands employeurs tendent à voter davantage pour les verts que les managers ou les classes populaires.

Troisièmement, même si nous tenons compte des différences de classe, de statut économique et de secteur d'emploi, les verts restent fortement tributaires de l'électorat des villes. Les votants qui habitent dans une ville moyenne de plus de 20'000 habitants sont significativement plus portés à soutenir les verts que les résidents d'une petite commune. Le même constat s'applique à plus forte raison aux habitants des grands centres urbains : leur probabilité de voter pour les verts est 2.6 fois supérieure à celle des électeurs ruraux.

Conclusion

Ce chapitre s'est donné comme objectif d'analyser les liens entre les classes sociales et les partis de gauche en Suisse. En même temps, son but était de contribuer au débat sur le vote de classe dans les études électorales. Quels sont les résultats ? Sur la base des données présentées dans les pages précédentes, la thèse du réalignement émerge comme la meilleure description de la réalité électorale : en Suisse, les classes sociales diffèrent systématiquement par rapport à leurs préférences partisans. Cependant, contrairement aux auteurs qui s'attendent à voir un lien stable entre les classes et les partis (Evans 2000, Goldthorpe 2001), ce n'est pas auprès des ouvriers que les partis de gauche ont le plus de succès, mais auprès des nouvelles classes moyennes salariées. Deux catégories surtout, les spécialistes socio-culturels et techniques, adhèrent fortement aux partis socialiste et vert, alors que les petits indépendants sont fortement sous-représentés dans l'électorat de gauche.

Particulièrement intéressant est le résultat que les classes populaires ont tourné le dos aux socialistes : en 2007, seulement 16% des travailleurs de production et des services ont voté pour le PS. Le recul des socialistes auprès des classes populaires avait déjà commencé avant 1995. Mais après une relative stabilité entre 1995 et 2003, le PS y subit un déclin brusque en 2007 en perdant cinq points de pourcentage parmi les employés de bureau, les travailleurs de production et des services. Par conséquent, l'électorat du parti socialiste est dominé – comme celui de son allié Vert – par les nouvelles classes moyennes : 58% des voix socialistes et même 61% des voix vertes proviennent des managers, spécialistes socio-culturels et techniques, alors que ces trois catégories ne représentent que 47% de l'électorat total.

Le parti de loin le mieux ancré dans les classes populaires est l'UDC : il récolte entre 38 et 40% des voix des travailleurs de production et des services. C'est à la fin des années 1990 que l'UDC s'est substituée au PS comme premier parti parmi les ouvriers en Suisse. Depuis, la progression spectaculaire de l'UDC auprès des travailleurs continue, alors que l'ancien parti agraire stagne dans les nouvelles classes moyennes salariées. La montée de l'UDC s'explique donc surtout par sa capacité à rallier une partie toujours plus grande de l'électorat ouvrier. En parallèle, le parti Vert a progressé de manière constante depuis 1999 grâce au soutien croissant de la part des spécialistes socio-culturels et techniques.

L'intégration d'autres déterminants socio-démographiques dans l'analyse du vote a confirmé que les deux partis de gauche jouissent de davantage de popularité auprès des employés du secteur public que du secteur privé. De même, les deux partis ont beaucoup plus de succès parmi les électeurs avec une maturité ou une formation universitaire que parmi les électeurs qui ont fait un apprentissage ou n'ont pas d'autre formation que la scolarité obligatoire. Au niveau géographique, il sort clairement de SELECTS que la gauche est beaucoup mieux implantée dans l'électorat des villes que dans les régions périurbaines et rurales. Dans les grands centres urbains, l'UDC n'obtient pas seulement moins de voix que le PS, mais est même dépassée par le parti vert. Enfin, au niveau du statut économique, les partis socialiste et Vert sont particulièrement populaires parmi les gens en formation, mais ont beaucoup de peine à gagner le vote des hommes et femmes au foyer (pour le PS) ou des retraités (pour le PES).

Notre étude montre surtout que le plus fort bastion électoral de la gauche est constitué par une classe sociale relativement privilégiée – les spécialistes socio-culturels –, alors que la droite conservatrice récolte un score électoral très élevé parmi les deux catégories les moins bien lotis au plan économique – les travailleurs de production et des services. La question des raisons expliquant ce paradoxe électoral reste ouverte : pourquoi les spécialistes socio-

culturels soutiennent-ils en masse le parti socialiste ? Et pourquoi les travailleurs de production rallient-ils l'UDC ? Pour identifier cet élément manquant qui relie différentes classes à différents partis, il faut intégrer les attitudes et positions des électeurs sur différents enjeux économiques et culturels dans l'analyse. C'est ce que nous faisons dans le chapitre suivant.

Bibliographie

- Crewe, I, and Denver, D. (eds.) (1985), *Electoral Change in Western Democracies: Patterns and Sources of Electoral Volatility*, New York: St. Martin's Press.
- Dalton, R. (1996), 'Comparative politics: micro-behavioral perspectives', in: R. Goodin, H.-D. Klingemann (eds.), *A New Handbook of Political Science*, pp. 336-352. New York: Oxford University Press.
- Dalton, R., Flanagan, S. and Beck, P. A. (eds.) (1984), *Electoral Changes in Advanced Industrial Democracies. Realignment or Dealignment?*, Princeton: Princeton University Press.
- Erikson, R. (1984), 'Social class of men, women and families', *Sociology* 18 (4): 500-514.
- Evans, G. (2000), 'The continued significance of class voting', in: *Annual Review of Political Science* 3: 401-417.
- Franklin, M. (1992), 'The decline of cleavage politics', in: M. Franklin, T. Mackie and H. Valen (eds.), *Electoral Change*, pp. 383-405, New York: Cambridge University Press.
- Goldthorpe, J. H. (1983), 'Women and class analysis: in defence of the conventional view', *Sociology* 17: 465-488.
- Goldthorpe, J. H. (1999), 'Modelling the Pattern of Class Voting in British Elections, 1964-92', in: Evans, G. (ed.), *The End of Class Politics?*, pp. 59-82, Oxford: Oxford University Press.
- Goldthorpe, J. (2001), 'Class and politics in advanced industrial society', in: Clark, T. N. and S. M. Lipset (eds.), *The Breakdown of Class Politics*, Baltimore: John Hopkins Press, pp. 105-120.
- Heath, A. and Britten, N. (1984), 'Women's jobs do make a difference: a reply to Goldthorpe', *Sociology* 18: 475-490.
- Heath, A. and Savage, M. (1995), 'Political alignments within the middle classes, 1972-89', in: T. Butler, and M. Savage (eds.), *Social Change and the Middle Classes*, pp. 275-292. London: UCL Press.
- Inglehart, R. (1990), *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton: Princeton University Press.
- Kitschelt, H. (1994), *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Kitschelt, H. and Rehm, P. (2004), 'Socio-economic group preferences and partisan alignments', Paper presented at the 14th Conference of Europeanists, 11-13 March, Chicago.
- Knutsen, O. (2001), 'Social class, sector employment, and gender as party cleavages in the Scandinavian countries: a comparative longitudinal study, 1970-95', *Scandinavian Political Studies* 24 (4): 311-350.

- Knutsen, O. (2005), 'The impact of sector employment on party choice: A comparative study of eight West European countries', *European Journal of Political Research* 44: 593–621.
- Kriesi, H. (1998) 'The transformation of cleavage politics - The 1997 Stein Rokkan lecture', *European Journal of Political Research* 33 (2): 165-185.
- Lachat, R. (2004), *A Heterogeneous Electorate: Political sophistication, predisposition strength, and the voting decision process*. Baden-Baden: Nomos Verlag.
- Lutz, G. (2008), « Élections fédérales 2007 : participation et choix électoral », *Swiss Electoral Studies*, FORS, Lausanne.
- Manza, J. and Brooks, C. (1999), *Social Cleavages and Political Change: Voter Alignments and US Party Coalitions*, New York: Oxford University Press.
- Marshall, G., Newby, H., Rose, D. and Vogler, C. (1988), *Social Class in Modern Britain*, London: Hutchinson.
- Mazzoleni O., Masulin M., Péchu C. (2005), « Dimensions socio-professionnelles et explication du vote en Suisse. Le cas de l'Union Démocratique du Centre », *Revue Française de Science Politique* 55 (4) : 663-690.
- McGann, A. et Kitschelt, H. (2005), 'The radical right in the Alps: evolution of support for the Swiss SVP and Austrian FPÖ', *Party Politics* 11 (2) : 147-171.
- Müller, W. (1997), 'Sozialstruktur und Wahlverhalten, Eine Widerrede gegen die Individualisierungsthese', *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie* 49: 747-60.
- Nieuwebeerta, P. and De Graaf, N. D. (1999), 'Traditional Class Voting in Twenty Postwar Societies', in: Evans, G. (ed.), *The End of Class Politics?*, pp. 23-58, Oxford: Oxford University Press.
- Oesch, D. (2006a) 'Coming to grips with a changing class structure: an analysis of employment stratification in Britain, Germany, Sweden and Switzerland', *International Sociology* 21 (2): 263-288.
- Oesch, D. (2006b), *Redrawing the Class Map: Stratification and Institutions in Britain, Germany, Sweden and Switzerland*, Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Oesch, D. (2008a) 'Explaining workers' support for right-wing populist parties in Western Europe: Evidence from Austria, Belgium, France, Norway and Switzerland', *International Political Science Review* 29 (3): 349-373.
- Oesch, D. (2008b) 'The changing shape of class voting: an individual-level analysis of party support in Britain, Germany and Switzerland', *European Societies* 10 (3): 329-355.
- Rennwald, L. (2006) « L'évolution de l'impact des clivages sur le choix partisan en Suisse entre 1995 et 2003 : Clivage de classe et vote pour le PS et l'UDC », Mémoire de diplôme en science politique, Université de Genève.
- Rose, R. and McAllister, I. (1986),. *Voters Begin to Choose: From Closed Class to Open Elections in Britain*. London: Sage.
- Selb, P. et Lachat, R. (2004) « Elections 2003. L'évolution du comportement électoral », *Swiss Electoral Studies* 8, Zurich : Institut für Politikwissenschaft.
- Stanworth, M. (1984), 'Woman and class analysis: A reply to Goldthorpe', *Sociology* 18 (2): 159-170.
- Weakliem, D. and Heath, A. (1999), 'The secret life of class voting: Britain, France, and the United States since the 1930s', in: G. Evans (ed.), *The End of Class Politics?* Oxford: Oxford University Press.

Annexe 1 : l'opérationnalisation de la variable « classe sociale »

Le concept de classe est opérationnalisé avec les données du sondage SELECTS, réalisé auprès de 4392 citoyens suisses après les élections fédérales de 2007 (pour une discussion de SELECTS, voir Lutz 2008 : 48-55). Avant d'appliquer le concept de classe aux données empiriques, une question doit être adressée: quelle position de classe est retenue, celle de l'individu ou du ménage ? Dans la sociologie électorale, les avis par rapport à cette question divergent. Les promoteurs de la classe individuelle mettent en avant le fait que choisir la classe du ménage signifie, dans la pratique, retenir la classe du mari et donc ignorer l'impact de l'emploi féminin sur les préférences politiques (Heath and Britten 1984, Stanworth 1984). Les partisans de la classe du ménage répondent que la situation économique d'un individu – et les intérêts politiques qui en découlent – sont davantage déterminés par le revenu du ménage que par le salaire individuel ; donc, la classe du ménage serait un indicateur supérieur pour expliquer le vote que la classe individuelle (Goldthorpe 1983, Erikson 1984, Marshall et al. 1988). Dans le contexte de l'expansion continue de l'emploi féminin des dernières décennies, l'argument privilégiant la classe individuelle a gagné du terrain au détriment de celui de la classe du ménage. Par conséquent, nous attribuons aux électeurs leur classe individuelle et non celle du ménage. Cependant, si l'électeur n'a pas d'emploi et n'a pas travaillé dans le passé, nous lui attribuons la classe de son partenaire ou – au cas où il n'en a pas – celle de la personne avec le revenu le plus élevé dans le ménage (typiquement un parent). Donc, notre mesure de classe individuelle intègre également des informations du partenaire et du ménage. Nous la construisons en sélectionnant l'information dans l'ordre suivant :

- L'emploi du répondant : son emploi actuel ou – s'il n'en a pas – son dernier emploi;
- L'emploi du partenaire : si le répondant n'a ni d'emploi actuel ni d'emploi passé, l'emploi actuel ou passé du partenaire est pris en compte;
- L'emploi du contribuable principal du ménage : si le répondant n'indique aucun emploi pour lui-même ou son partenaire, l'emploi de la personne qui gagne le plus dans le ménage est retenu.

Une fois déterminé l'emploi pertinent pour déduire la position de classe, nous attribuons les individus aux huit classes montrées au tableau 1.⁶ Pour ce faire, nous utilisons d'une part les informations de la profession (SELECTS différencie, sur la base des codes ISCO au

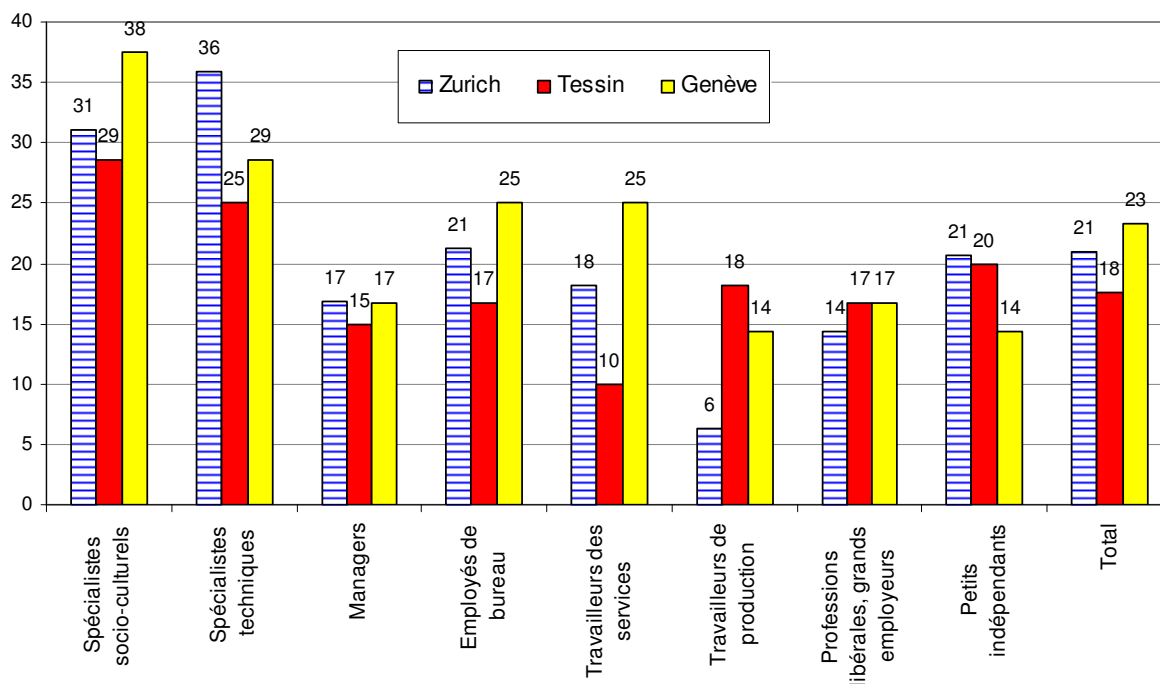
⁶ Il existe également une version du schéma plus détaillée à 15 classes qui introduit davantage de distinctions hiérarchiques, notamment à l'intérieur de la classe moyenne salariée ainsi qu'entre les travailleurs qualifiés et non-qualifiés des services, de la production et du bureau (voir Oesch 2006a, b). Pour l'analyse électorale de ce chapitre, nous nous contentons d'une mesure de classe plus parcimonieuse.

niveau 4-digit, plus de 150 professions) et d'autre part du statut économique (pour séparer les deux classes regroupant les employeurs et indépendants des six classes d'employés). La procédure suivie pour attribuer les professions aux différentes classes est décrite en détail ailleurs (voir Oesch 2006a : 75-83).⁷

⁷ Une syntaxe SPSS documentée qui permet de construire le schéma à 8 ou 15 classes peut être obtenue auprès des auteurs.

Annexe 2 : résultats supplémentaires des analyses

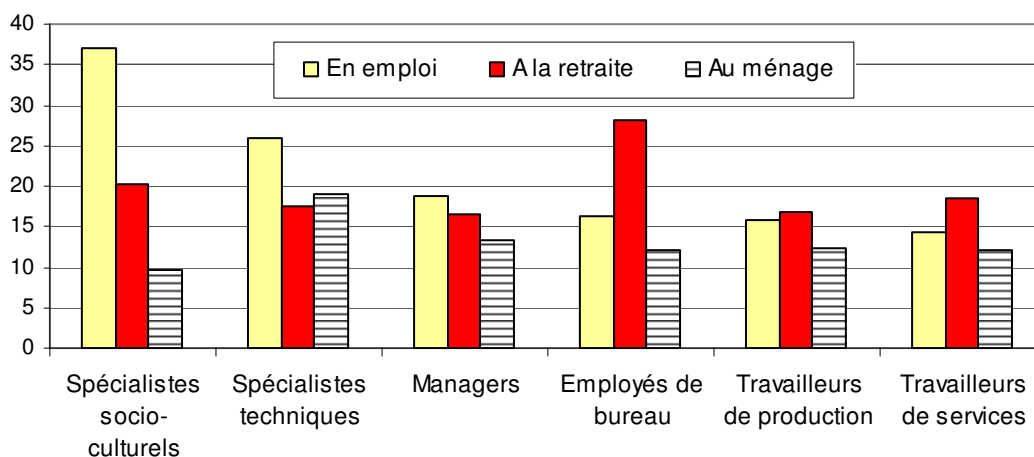
Graphique A.1: Proportion des électeurs par classe qui ont voté pour le parti socialiste en 2007 dans les cantons de Zurich, Tessin et Genève (en %)



Données : Selects 2007

Nombre d'observations : ZH: 432, TI: 265, GE: 315.

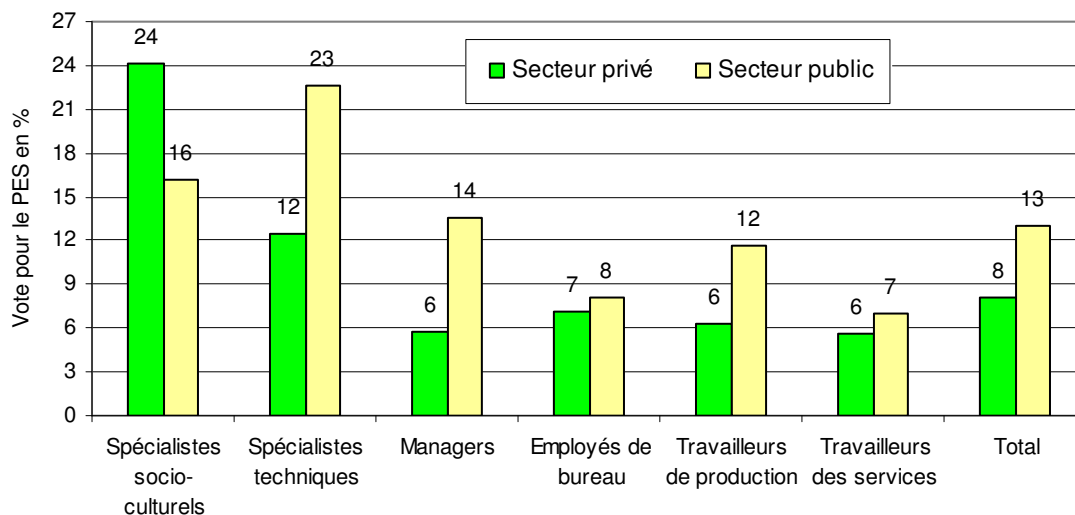
Graphique A.2 : Proportion des votes pour le PS en fonction de la classe et du statut économique (en %)



Note: les résultats montrés sont des probabilités prédites pour un membre d'une classe donnée de voter pour le PS en fonction de son statut économique (sur la base d'une régression logistique binomiale).

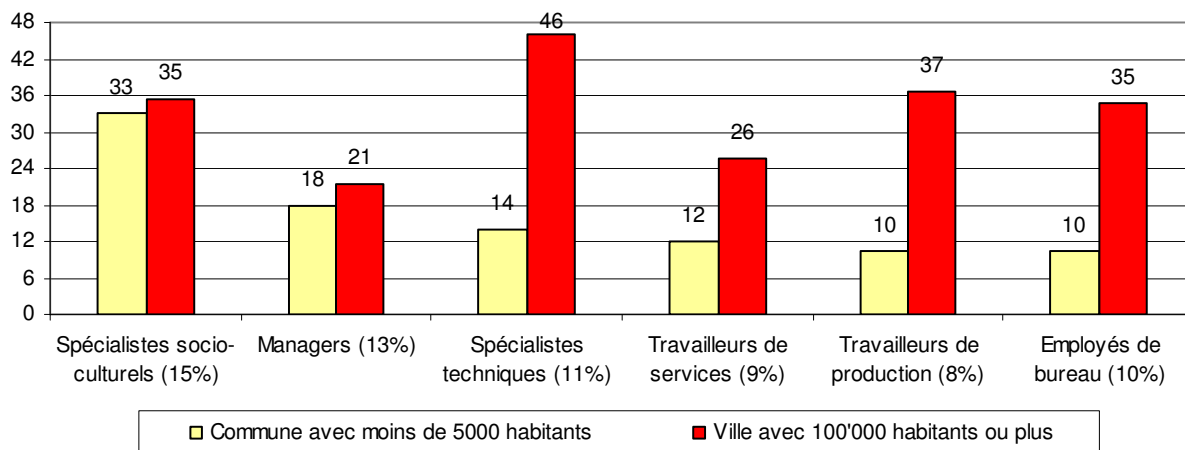
Données : Selects 2007 ; nombre d'observations : 2503

Graphique A.3 : Proportion des votes pour le parti Vert en fonction de la classe et du secteur d'emploi (en %)



Note: les résultats montrés sont des probabilités prédites pour un membre d'une classe donnée de voter pour le PS en fonction de son secteur d'emploi (sur la base d'une régression logistique binomiale).

Graphique A.4 : Proportion des votes pour le PS en fonction de la classe et de la taille de la commune de domicile (en %)



Note I: les résultats montrés sont des probabilités prédites pour un membre d'une classe donnée de voter pour le PS en fonction de la taille de la commune où il habite (sur la base d'une régression logistique binomiale).

Note II: les pourcentages entre parenthèses indiquent la proportion de l'électorat qui habite dans une ville avec 100'000 habitants ou plus (11% pour l'ensemble de l'électorat).

Données : Selects 2007 ; nombre d'observations : 2503

Tableau A.1: les déterminants socio-démographiques du vote pour le Parti socialiste en CH, 2007

Régressions logistiques binaires avec la variable dépendante « vote socialiste non / oui »

Coefficients montrés sont des Odds ratios [Exp(B)]

		(1)	(2) ¹	(3) ²	(4) ³	(5)
Sexe	Homme (référence)	r	r	r	r	r
	Femme	1.08	1.22†	1.14	1.11	1.10
Age	18-24	1.18	1.08			
	25-34	0.82	0.77			
	35-44 (référence) ^o	r	r			
	45-54	1.49*	1.58			
	55-64	1.46†	1.47*			
	65-74	0.86	0.90			
	75+	1.18	1.37			
Classe	Spécialistes socio-culturels	2.03***		2.02***	1.87**	1.86**
	Spécialistes techniques	1.33		1.32	1.37	1.38
	Managers et administrateurs (réf.)	r		r	r	r
	Assistant-e-s administratifs	0.84		0.94	0.98	0.99
	Travailleurs-ses des services	0.76		0.78	0.83	0.85
	Travailleurs-ses de production	0.78		0.75	0.81	0.90
	Professions libérales, grands employeurs	0.70		0.74	-	-
	Petit-e-s indépendant-e-s	0.66†		0.70	-	-
Activité économique	Travail à temps plein ou partiel (réf.)			r	r	r
	Au chômage			2.47	14.88†	8.99
	Invalide			0.65	0.77	0.70
	En formation			1.69*	1.79*	1.88*
	Au ménage			0.52*	0.52*	0.57†
	A la retraite			0.81	0.85	0.82
Secteur d'emploi	Secteur privé (référence)				r	r
	Secteur public				1.55**	1.56**
Taille de la commune	Moins de 5000 habitants (réf.)					r
	5000 -9999 habitants					1.32
	10'000-19'999 habitants					1.40†
	20'000-99'999 habitants					1.64*
	Plus de 100'000 habitants					2.27***
Education	Pas de formation secondaire supéri.		1.14			
	Apprentissage, école de commerce		r			
	Formation professionnelle supéri.		1.32			
	Maturité		1.94**			
	HES ou université		2.26***			
Constante		0.20	0.13	0.24	0.19	0.14
Pseudo r ² (Nagelkerke)		0.049	0.044	0.051	0.069	0.086
N observat.		2522	2792	2503	1967	1967

Données: Selects 2007 (pondérées par total weight)

Probabilité statistique: *** p<0.001; ** p<0.01; * p<0.05; † p<0.1;

^o Comme catégorie de référence, nous avons systématiquement choisi la catégorie modale, c'est-à-dire la catégorie qui regroupe le plus d'observations à l'intérieur d'une variable.

¹ Pour la régression (2), nous avons exclu la classe pour éviter une multicollinéarité entre la classe et l'éducation. Les deux facteurs sont fortement corrélés : les managers ainsi que surtout les spécialistes socio-culturels et techniques ont en règle générale une formation tertiaire, alors que les employes de bureau ainsi que surtout les travailleurs de production et des services n'ont en pas.

² Pour les régression (3) à (5), nous avons exclu l'âge pour éviter une multicollinéarité entre l'âge et le statut économique : dans leur grande majorité, les électeurs en formation ont moins de 30 ans, les électeurs à la retraite plus de 60 ans.

³ Pour les régressions (4) et (5), seules les classes d'employé(e)s ont été intégrées, la question du secteur d'emploi n'étant pas pertinente pour les indépendants.

Exemple de lecture du tableau : le odds ratio de 2.03 pour les professionnels socio-culturels (dans la première colonne) signifie que les professionnels socio-culturels ont 2.03 fois plus de probabilité de voter pour le Parti socialiste que la classe de référence des managers, tout en tenant compte de différences d'âge et de sexe.

Tableau A.2: les déterminants socio-démographiques du vote pour le Parti Vert en CH, 2007

Régressions logistiques binaires avec la variable dépendante « vote socialiste non / oui »

Coefficients montrés sont des Odds ratios [Exp(B)]

		(1)	(2) ¹	(3) ²	(4) ³	(5)
Sexe	Homme (référence)	r	r	r	r	r
	Femme	1.05	1.23	1.04	0.99	0.98
Age	18-24	0.98	0.97			
	25-34	1.52	1.27			
	35-44 (référence) °	r	r			
	45-54	0.74	0.70			
	55-64	0.57*	0.56*			
	65-74	0.39**	0.40**			
	75+	0.21**	0.25**			
Classe	Spécialistes socio-culturels	2.35***		2.26**	1.94*	1.91*
	Spécialistes techniques	1.97*		1.85*	1.89*	1.88*
	Managers et administrateurs (réf.)	r		r	r	r
	Assistant-e-s administratifs	0.93		0.86	0.88	0.90
	Travailleurs-ses des services	0.72		0.68	0.69	0.70
	Travailleurs-ses de production	0.98		0.88	0.97	1.06
	Professions libérales, grands employeurs	2.16*		1.73	-	-
	Petit-e-s indépendant-e-s	0.57		0.47*	-	-
Activité économique	Travail à temps plein ou partiel (réf.)			r	r	r
	Au chômage			0.96	0.62	0.32
	Invalide			0.99	1.00	0.88
	En formation			1.44	1.10	1.16
	Au ménage			0.88	0.79	0.88
	A la retraite			0.40***	0.38***	0.37***
Secteur d'emploi	Secteur privé (référence)				r	r
	Secteur public				1.45†	1.45†
Taille de la commune	Moins de 5000 habitants (réf.)					r
	5000 -9999 habitants					1.23
	10'000-19'999 habitants					1.11
	20'000-99'999 habitants					1.63†
	Plus de 100'000 habitants					2.62***
Education	Pas de formation secondaire supéri.		0.65			
	Apprentissage, école de commerce		r			
	Formation professionnelle supéri.		1.08			
	Maturité		2.18**			
	HES ou université		2.37***			
Constante		0.12	0.10	0.11	0.10	0.08
Pseudo r ²	(Nagelkerke)	0.089	0.082	0.071	0.066	0.086
N observat.		2522	2792	2503	1967	1967

Données: Selects 2007 (pondérées par total weight)

Probabilité statistique: *** p<0.001; ** p<0.01; * p<0.05; † p<0.1;

Pour les commentaires, voir les points 1 à 3 sous le tableau A.1.